

MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE : DIANGO

CISSOKO PRÊTE SERMENT

Mercredi, 01 Juin 2011 00:12



Spécialiste reconnu de l'administration et de la fonction publique, le nouveau Médiateur de la République a derrière lui une riche carrière professionnelle. Nommé le 18 mai dernier, le nouveau Médiateur de la République, Diango Cissoko, précédemment secrétaire général de la présidence de la République, a prêté serment hier devant le chef de l'État, Amadou Toumani Touré. Et cela conformément à la loi n°97-022 du 14 mars 1997 instituant le Médiateur de la République dans notre pays. La cérémonie a eu lieu au palais de Koulouba en présence de plusieurs membres du gouvernement et de responsables du cabinet de la présidence de la République. La cérémonie a débuté par la lecture du décret portant nomination du Médiateur de la République par le nouveau secrétaire général de la présidence de la République, Baba Berthé. Ensuite, ce fut le tour du chef de l'État de donner lecture de la formule consacrée pour la prestation de serment contenue dans l'article 4 de la loi instituant le Médiateur de la République.

Cet article stipule qu'avant son entrée en fonction, le Médiateur de la République prête serment devant le président de la République en ces termes: "Je jure et promets de remplir mes fonctions avec honnêteté, impartialité et justice, et de ne révéler aucun secret que j'aurai obtenu dans et après l'exercice de mes fonctions". Après avoir juré d'observer les dispositions légales, le nouveau Médiateur de la République a été renvoyé à ses fonctions par le président de la République.

Docteur d'État en droit et aujourd'hui âgé de 62 ans, le nouveau Médiateur de la République a occupé de multiples fonctions dans la haute fonction publique : directeur adjoint puis directeur des services pénitentiaires et de la prison centrale de Bamako (1972-79), directeur national de la Fonction publique et du personnel (1982-83), directeur de cabinet du ministre du Travail et de la Fonction publique (1983-84).

Il fut ministre de la Justice de décembre 1984 à février 1988. Du 15 février 1988 au 26 mars 1991, il est secrétaire général de la présidence de la République. Le nouveau Médiateur de la République a été aussi gouverneur suppléant du FMI et de la Banque mondiale pour le Mali, de la Banque islamique de développement pour le Mali, de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement. L'on notera également les postes de gouverneur de la Banque mondiale pour le Mali, de directeur de cabinet du Premier ministre (2002-2008). Depuis le 26 janvier 2008, il occupait la fonction de secrétaire général de la présidence de la République.

Expert-consultant de 1994 à 2002, Diango Cissoko est un spécialiste reconnu de l'administration et de la fonction publique comme en atteste les articles, communications et ouvrages qu'il a publiés depuis 30 ans jusqu'au livre

"Rédaction administrative", publié en 2005 et distingué du prix Malouet 2006 par l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France.

Le nouveau Médiateur de la République est depuis 2006 membre du comité directeur de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF). Membre du Conseil scientifique de l'Association internationale de la fonction publique (AIFP), il appartient aussi au Groupe de travail franco-africain sur la gouvernance au Sud (Groupe Sud).

Cette intense activité intellectuelle s'appuie sur une grande expérience professionnelle, mais aussi sur un solide parcours universitaire sanctionné en 1985 par un doctorat d'État en droit, obtenu avec la mention "très honorable" et les félicitations du jury, à la faculté de droit et de sciences économiques de l'université de Rouen en France.

Sujet de la thèse publiée un an plus tard : "La Fonction publique en Afrique Noire, le cas du Mali".

Particulièrement pointu sur ce thème, Diango Cissoko pouvait déjà se prévaloir d'un doctorat de 3^e cycle de droit public de l'université de Rouen, d'un diplôme de l'Institut international d'administration publique (IIAP) de Paris, d'un DEA de droit international et relations internationales de l'université de Caen (France) et d'un diplôme de l'ENA de Bamako.

Officier de l'Ordre national du Mali, Diango Cissoko a aussi un long passé de professeur derrière lui pour avoir enseigné différentes spécialités du droit (constitutionnel, administratif, du travail) et la rédaction administrative à l'EHEP, l'ENI, l'ENA et à l'Université de Bamako.

M. KÉITA

Journal l'Essor du mardi 31 mai 2011